

## Vœux à Mulhouse Sarkozy se pose en défenseur de la solidarité

Devant plus de 2 500 personnes rassemblées au Parc-Expo de Mulhouse, Nicolas Sarkozy a présenté ses « vœux à la France solidaire », en même temps qu'il a présenté un bilan de son action.

« Depuis 2007, ensemble nous avons fait progresser durablement la protection en faveur des plus faibles », a assuré d'emblée Nicolas Sarkozy, dans un discours de près de trois-quarts d'heure, plus étoffé que prévu. Son auditoire, composé de professionnels de la santé, de travailleurs sociaux, d'acteurs associatifs et de nombreux élus locaux, à l'exception des socialistes qui l'ont boycotté, l'a écouté debout. Sans avoir discuté d'un échange plus direct, sauf pour ceux qui lui ont serré la main au moment du départ...

### Défense du quotient familial

Il fallait s'y attendre. Le chef de l'État — dont nul ne doute qu'il est en campagne — n'a pas manqué l'occasion de fustiger la proposition de son concurrent socialiste — avancée par Manuel Valls — visant à remplacer le quotient familial par un crédit d'impôt. « Le quotient familial, c'est une politique qui fonctionne. L'abroger aurait des conséquences absolument dramatiques pour la politique familiale », a-t-il affirmé, en rappelant que 4,5 millions de familles bénéficient de cette de-



Nicolas Sarkozy, à son arrivée au Parc-Expo de Mulhouse.

Photo Darek Szuster

mi-part supplémentaire d'impôt par enfant. Lui-même, a-t-il glissé, a « refusé, à de nombreuses reprises, les propositions qui lui avaient été faites pour restreindre l'aide aux familles », convaincu qu'il est qu'« une politique familiale ambitieuse est la condition du dynamisme de la nation ». Dans l'après-midi, François Hollande indiquera qu'il « ne veut pas supprimer le quotient familial, mais le moduler... »

Autre sujet mis en avant, à Mulhouse, par le chef de l'État : l'aide aux plus démunis, notamment en matière de logement. S'il a insisté sur le logement social, Nicolas Sarkozy a aussi observé que « la France est un des rares pays où

le prix de l'immobilier continue d'augmenter en temps de crise ». « Ce n'est pas acceptable », a-t-il déclaré, saluant par ailleurs l'action de ses ministres pour éviter que l'Union européenne ne revienne sur l'aide aux plus démunis.

### Normes à respecter

De même, il s'est dit opposé à la remise en cause de la fiscalité incitative pour les dons aux associations caritatives... En contrepartie, il a défendu « le contrat de 7 heures », destiné aux personnes qui touchent le RSA (Revenu de solidarité active), expérimenté par une dizaine de conseils généraux, dont les deux Départe-

ments alsaciens, qu'il veut « généraliser ». Et a défendu sa réforme des retraites, observant que « malgré la crise, les retraites ont été actualisées ».

Concernant les personnes handicapées, il avait « promis de revaloriser de 25 % l'allocation adulte et le minimum vieillesse entre 2007 et 2012 ». « Nous l'avons fait. C'était notre devoir », a-t-il indiqué, en soulignant également les progrès en matière d'accueil d'enfants handicapés dans les écoles. Une façon d'« apprendre la différence » à tous les enfants... Et d'ajouter : « Il est un domaine où je demeurerai intransigeant, ce sont les normes imposant une meilleure accessibilité pour les personnes han-

dicapées car une société se juge à la manière dont elle traite les plus fragiles ». Aussi « l'échéance de 2015 devra être respectée ».

Il n'a pas oublié non plus les infirmières, ni les médecins, ni les relations entre médecine hospitalière et médecine privée, avec la mise en place de 250 maisons de santé qui doivent pallier l'absence de professionnels dans les zones rurales et dans les quartiers difficiles.

### 3<sup>e</sup> plan cancer

Enfin, après avoir évoqué la mise en œuvre du plan Alzheimer — une « épidémie » qui touche 250 000 nouveaux malades par an — il a confirmé l'annonce faite, le matin même, aux associations rencontrées à l'hôpital du Moenchsberg. « Le 2<sup>e</sup> plan cancer de 2009 sera suivi par un 3<sup>e</sup> plan cancer », s'est-il engagé, alors même que près de 2 milliards ont été mobilisés pour cinq ans. Mais 350 000 Français découvrent chaque année qu'ils sont malades...

Le chef de l'État s'est encore dit attaché au système français de protection sociale, fustigeant les fraudeurs, mais omettant de saluer ceux qui gèrent, à la satisfaction générale, le système complémentaire de droit local alsacien-mosellan. Dans ces vœux, de portée nationale, Nicolas Sarkozy ne s'est d'ailleurs guère adressé aux Alsaciens. Même si notre région peut se targuer de belles réussites dans le domaine de la santé, résumées par le récent Prix Nobel décerné à Jules Hoffmann.

Y. B.

## Billet

Volande Baldeweck

### Polémique

Hasard du calendrier, le jour où Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste, attaquerait « le quinquennat Fouquet's » de Nicolas Sarkozy, le chef de l'État a défendu, à Mulhouse, son bilan en matière de politique sociale et de la santé. Mais surtout, il s'est fermement posé en défenseur de la politique familiale, taillant en pièces la proposition de son concurrent socialiste visant à supprimer le quotient familial cher aux classes moyennes. Obligé aussitôt François Hollande — qui continue de faire la course en tête, même si l'écart entre les deux hommes se resserre — à s'expliquer sur un sujet qui fait polémique...

Plus généralement, Nicolas Sarkozy s'est posé en protecteur des plus faibles et des plus démunis — tout en demandant une contrepartie à ces derniers. Mais surtout, il a justifié les réformes faites et celles qu'il compte encore mettre en chantier, même le temps presse. Prenant les Alsaciens à témoin, il a insisté sur le financement de la protection sociale, soulignant que le taux de cotisation employeur, pour un salaire de 2 500 €, est en France le double de ce qu'il est en Allemagne. Sans jamais parler de TVA sociale, même s'il s'en est déterminé à la faire, après le sommet social. Un autre sujet de clivage, qu'il sera sans doute plus difficile à faire accepter aux électeurs.

### « Exercice politique » pour le PS

Absents volontairement à la manifestation d'hier, les élus socialistes dénoncent « un exercice éminemment politique qui tenait plus, par son contenu, du discours de candidat que de vœux présidentiels ». « Nous nous élevons contre cette utilisation inacceptable de moyens et de l'étiquette de l'Elysée à des fins électorales, Nicolas Sarkozy étant clairement en campagne depuis plusieurs jours sans vouloir l'admettre », écrivent la sénatrice PS Patricia Schillinger, Antoine Homé, président de l'Union des élus socialistes et républicains du Haut-Rhin, et Denis Wiesser, 1<sup>er</sup> secrétaire fédéral, dans un communiqué.

Pour sa part, Philippe Richert, ministre en charge des Collectivités, a jugé l'intervention du président Sarkozy « remarquable ». « Il s'est adressé à tous les acteurs qui interviennent dans le champ du social et de la solidarité. Il a une connaissance fine de ces questions, comme l'ont

montré aussi ses échanges lors de sa visite de l'hôpital. C'était un vrai dialogue, à l'écoute des médecins », assure-t-il. « Il s'est attardé avec le personnel de l'hôpital. L'accueil a été chaleureux, le dialogue avec les syndicalistes respectueux », renchérit le sénateur Jean-Marie Bockel (Gauche moderne) qui a approuvé l'intervention du chef de l'État en faveur du maintien du quotient familial. « Sa suppression, c'est la vieille idée socialiste qu'il n'est pas normal de favoriser les soi-disant riches qui sont les classes moyennes supérieures... »

Enfin, le président du conseil général du Haut-Rhin, Charles Buttner (UMP), a glissé au chef de l'État un dossier rappelant « l'incertitude du devenir des entreprises sous droit suisse, implantées sur le site de l'Euroairport » et insistant sur « l'urgence de trouver une solution pérenne afin d'éviter les délocalisations massives ».

## Découvrir les projets de l'hôpital

Avant son discours de portée nationale, le président de la République a vécu une visite guidée de plusieurs services du centre hospitalier de Mulhouse.

Les élus locaux n'étaient pas les seuls à accueillir le président, en compagnie des ministres Xavier Bertrand, Roselyne Bachelot, Philippe Richert et Nora Berra : une délégation de salariés de Manurhin lui a remis sur place une plaque de 1920 en remerciement « pour s'être personnellement impliqué dans le dossier de l'entreprise », a insisté Jean-Marie Bockel, président de Mulhouse Alsace agglomération, arrivé avec le président.

Deux services ont eu particulièrement les honneurs de la visite présidentielle. La dialyse pour commencer. Avec « une première en France », a insisté Danielle Portal, directrice générale du centre hospitalier Emile-Muller. Les deux services de dialyse qui coopèrent déjà, via une passerelle symbolique, au Moenchsberg, l'Aural, association qui soigne 70 patients en ambulatoire, et le service néphrologie du centre hospitalier, vont se regrouper avec la clinique privée de dialyse Diavenu, pour l'instant installée à la Fonderie, avec ses 140 patients, au sein d'un nouveau bâtiment qui sera construit en 2012 pour une mise en service mi 2013. Ce partenariat public-privé-associatif

devrait accueillir à terme quelque 300 malades.

Nicolas Sarkozy s'est entretenu avec un plaisir manifeste avec le personnel soignant ainsi qu'avec les patients de l'Aural et du service de néphrologie. Avant de pénétrer dans ce dernier, il a accepté de discuter une quinzaine de minutes, dans le couloir, avec des représentants syndicaux déterminés à défendre leur métier, mais peu revendicatifs.

Arrivé dans les couloirs du service d'oncologie, le président — toujours entouré des différents membres de son gouvernement et des élus locaux — s'est fait présenter les différentes thérapies utilisées à Mulhouse en cancérologie, avec un focus particulier sur la radiothérapie où

passent 1 300 personnes par an.

L'occasion pour les hôtes en blouse blanche de présenter au président l'avant-projet de regroupement dans un même bâtiment des deux sites de chimiothérapie en hôpital de jour.

Le président a pu échanger quelques mots avec des représentants des associations de soutien aux malades du cancer. « Merci de votre travail et de votre engagement, on va continuer à lutter contre le cancer, il y aura un troisième plan cancer. Ça fait trop de dégâts, tout ça ! »

C'est à huis clos que Nicolas Sarkozy a conclu sa visite hospitalière en discutant une quinzaine de minutes avec des membres du personnel soignant.

Olivier Chapelle



Avec Nora Berra, Roselyne Bachelot et Xavier Bertrand, dans le service d'oncoterapia du centre hospitalier de Mulhouse.



Nicolas Sarkozy a rencontré le personnel médical et les patients de l'unité de dialyse associative Aural.



Le président a été guidé au centre hospitalier de Mulhouse par sa directrice générale Danielle Portal. Photos Jean-François Frey